

## Etats-Unis. Salaire et chômage: des statistiques «irrélles»

[alencontre.org/ameriques/americornord/usa/etats-unis-salaire-et-chomage-des-statistiques-irreelles.html](http://alencontre.org/ameriques/americornord/usa/etats-unis-salaire-et-chomage-des-statistiques-irreelles.html)



Au cours des derniers mois, diverses sources indépendantes en provenance de firmes et ou d'organismes de recherche ont soulevé des questions ayant trait à l'exactitude des statistiques officielles états-uniennes sur l'emploi et les salaires. Plusieurs autres sources se sont jointes à ce débat remettant en question l'augmentation annuelle de 3,1% des salaires aux Etats-Unis souvent citée par les instances officielles et la presse grand public dominante, au cours de l'année écoulée. Comme beaucoup l'ont indiqué, ces 3,1% surestiment largement les augmentations salariales récentes aux Etats-Unis et ce pour plusieurs raisons importantes.

- Pour être exact, le chiffre ne tient pas compte de l'inflation, de sorte qu'il ne reflète pas l'évolution des salaires réels. Même les données officielles sur l'inflation (qui sous-estiment l'inflation pour la plupart des ménages des classes populaires) réduisent la hausse des salaires réels à un maximum de 1,5%, selon l'indice des prix à la consommation (United States Personal Consumption Expenditure Price Index). Et encore moins, si l'on utilise le CPI [le Consumer Price Index qui mesure l'évolution des prix pour un panier donné de biens et services dans les régions urbaines] afin d'ajuster le salaire à l'inflation. Outre le fait que le chiffre de 3,1% ne reflète pas la hausse du salaire réel, il renvoie aussi à une «moyenne», avec des augmentations salariales réelles fortement biaisées vers les 10% supérieurs de la main-d'œuvre, de sorte que les salarié·e·s qui se situent à hauteur de la médiane ou en dessous ne connaissent probablement pas d'augmentation ou même une réduction du salaire réel. Par contre, les salarié·e·s des couches les plus élevées obtiennent une augmentation de plus de 1,5%. En outre, comme souligné, le chiffre de 3,1% ne concerne que les salarié·e·s employés à temps plein. Il ne tient donc pas compte, dans son estimation, des quelque 50 à 60 millions de travailleurs et travailleuses à temps partiel, intérimaires, ayant des contrats sur projet ou de très courte durée et autres. Si l'on intègre toutes ces catégories,

l'évolution des salaires réels pour la grande majorité des plus de 160 millions de travailleurs et travailleuses des Etats-Unis est, au mieux, stable et même en baisse pour des millions d'entre eux – et elle ne connaît pas cette hausse officielle de 3,1% comme le gouvernement voudrait le faire croire.

- Diverses enquêtes indépendantes fournies par des firmes, les banques et autres secteurs soutiennent de plus en plus un autre point de vue selon lequel les salaires américains n'ont guère augmenté ces dernières années – que ce soit sous Trump ou avant sous Obama. Et ce, depuis des décennies.

Voici deux études indépendantes plus récentes qui soutiennent ce point de vue contraire.

La dernière enquête de Bankrate (*Bankrate.com*), publiée le 19 décembre 2019, a montré que 51% de tous les salarié·e·s (environ 82 millions) aux Etats-Unis n'ont pas du tout bénéficié d'une augmentation de salaire l'année dernière. Et 22% des 49% restants, qui ont obtenu une augmentation, l'ont arrachée en changeant d'emploi et non pas en ayant reçu une hausse de leur salaire. De plus, l'employeur chez qui ils se sont engagés n'a peut-être pas appliqué une hausse du salaire pour ce nouvel emploi, même si le travailleur qui a changé d'emploi a obtenu un salaire plus élevé comparé au précédent. Mais le ministère du Travail (Labor Department) considère cela comme une augmentation de salaire, même si dans l'économie réelle aucun salaire n'a été réellement augmenté. Donc pour l'économie dans son ensemble, y compris ce 22% est probablement surestimé aussi, même si le travailleur individuel a obtenu un salaire plus élevé.

La même enquête de Bankrate a montré que l'année dernière (2018) près des deux tiers (62% ou 99 millions) des travailleurs et travailleuses des Etats-Unis ont déclaré n'avoir obtenu aucune augmentation salariale.

- Selon les économistes du courant dominant, la théorie économique standard dit qu'un marché du travail aussi tendu qu'aujourd'hui (3,7% de chômage) devrait entraîner une forte demande de main-d'œuvre et donc une forte hausse des salaires. Mais ce n'est pas le cas, ce qui doit signifier soit que les chiffres de l'augmentation des salaires de 3,1% sont faux, soit que les chiffres du chômage (3,7%) sont erronés et que le marché du travail n'est pas aussi «tendu» qu'ils le disent, soit que la théorie des économistes sur la relation entre les salaires et l'emploi n'est qu'une connerie. Ou peut-être tout cela, en même temps!

- Comme je l'ai mis en relief plusieurs fois dans le passé, il est probable que les hausses de salaires concernent les 10% des professionnels, des techniciens, des gestionnaires, des superviseurs, etc. Or la majorité des emplois créés sont en fait des emplois à temps partiel (qui peuvent s'additionner: un, deux ou trois emplois à temps partiel pour un salarié), des emplois intérimaires, occasionnels, à durée très réduite, que les statistiques du ministère du Travail ne reflètent pas avec exactitude; c'est-à-dire que les statistiques officielles du ministère du Travail prennent en compte les emplois temporaires qui

relèvent de l'emploi principal et ne prennent pas en compte les deuxième ou troisième emplois [nécessaires pour obtenir un revenu minimal, entre autres pour faire face à l'endettement].

- Une source alternative intéressante – qui jette également une lumière plus réaliste sur les statistiques officielles douteuses concernant l'emploi – est le rapport publié en novembre 2019 par le Brookings Institute. Parmi les résultats intéressants de ce rapport, il est relevé que 44% de tous les travailleurs américains âgés de 18 à 64 ans (53 millions) occupent maintenant des emplois à bas salaire avec un revenu annuel médian de seulement 17'950 dollars. En enlevant l'âge limite fixée à 64 ans, ces 53 millions devraient connaître de nouveaux «adhérents», puisque le segment des récents arrivés sur le marché du travail qui connaît la croissance la plus rapide est celui des salarié·e·s âgés de plus de 64 ans. Ils retournent au travail parce qu'ils ne peuvent plus joindre les deux bouts lorsqu'ils prennent la retraite (étant donné l'effondrement de l'épargne, les pensions minimales et la hausse de l'âge donnant droit à retraite par la sécurité sociale, un âge qui bientôt atteindra 67 ans). Il faut donc ajouter au moins 5 millions de personnes âgées de retour sur le marché du travail à l'estimation des 53 millions estimés par le Brookings Institute qui gagnent en termes de salaire moins de 18'000 dollars par an.

Les 58 millions de personnes qui travaillent à temps partiel, avec des contrats de très courte durée, ou temporaires et qui gagnent à peine 8 dollars l'heure constituent probablement la majorité des 51% de tous les Etats-Uniens qui n'ont pas reçu d'augmentation de salaire de leurs employeurs au cours de la dernière année (et 62% l'année précédente) selon l'enquête de Bankrate.

- Cela dure depuis des décennies, et pas seulement depuis quelques années: de plus en plus d'emplois à temps partiel/temporaires/à durée très restreinte sont créés alors que les salaires stagnent ou même diminuent. Voilà ce que disent les capitalistes, les employeurs et les politiciens à 90% de la population active: «Si vous voulez une augmentation, prenez un deuxième ou un troisième emploi. Travaillez plus d'heures pour avoir un salaire plus élevé. Ne vous attendez pas à obtenir une augmentation de salaire pour l'emploi principal que vous occupez. Ce n'est que si vous êtes vraiment essentiel pour accroître notre productivité et donc nos profits, ou si vous êtes hautement qualifié et nécessaire pour notre nouvelle industrie technologique, ou si vous êtes l'un de nos gestionnaires, que nous vous accorderons une augmentation de salaire. Sinon, travaillez plus et travaillez plus intensément!»

- En parlant de travailler plus dur, selon l'Economic Policy Institute (EPI), la productivité du travail des salarié·e·s a augmenté de 70% de 1979 à 2019, mais les salaires n'ont augmenté que de 12%. C'est un gain salarial annuel «moyen» de 12% au cours des 40 dernières années! Soit environ 0,3% par an. Et encore une fois, c'est une moyenne. Réduisez-la pour tenir compte de l'inflation et c'est une réduction de salaire pour la plupart des salarié·e·s qui s'opère depuis une génération et plus!

- Dans une autre enquête, rapportée le 18 décembre 2019 par Jonathan Rothwell du *New York Times*, les données de l'IRS (Internal Revenue Service) sur l'emploi contredisent de plus en plus les données officielles du département du Travail. Ce dernier indique que les travailleurs auto-employés (contrat de projet/à la tâche, ou à durée très brève, etc.) ne représentent que 10% de la population active, et qu'ils ont en fait diminué en pourcentage l'an dernier. Alors que les données de l'IRS indiquent qu'ils comptent pour 17% de la population active et que le pourcentage augmente. La différence suggérée par Jonathan Rothwell réside dans le fait que les données du département du Travail ne tiennent compte que du principal emploi à temps partiel ou emploi lié à des contrats de projet, c'est-à-dire celui qui constitue le temps de travail majeur. Le deuxième et le troisième de ces emplois, bricolés pour essayer de joindre les deux bouts, ne sont pas pris en compte dans les données du ministère du Travail concernant les emplois précaires (temps partiel, intérimaire, durée très brève, etc.).

- Le ministère du Travail estime officiellement que seulement 5% des travailleurs (8 millions) occupent maintenant plusieurs emplois. C'est bien sûr une blague à laquelle peu de gens croient vraiment. Même un sondage Gallup estime que 28% (45 millions) ont maintenant de multiples emplois. En d'autres termes, tout comme l'estimation officielle du ministère du Travail qui considère que les salaires ont augmenté de 3,1%, les données sur les emplois sont également inexactes et suspectes.

- Une autre étude qui vient de paraître et qui remet en question les données officielles, appelée «Our Great Jobs Demonstration Survey», dont les résultats sont disponibles dans le *New York Times* du 20 décembre 2019, montre que 36% de la main-d'œuvre **n'occupe plus** le traditionnel emploi unique impliquant une relation avec un seul employeur. Or, il s'agit du secteur sur lequel le ministère du Travail semble se concentrer de manière myope. Cela équivaut à environ 57,6 millions – et donc à peu près l'équivalent de notre estimation de 53-58 millions de travailleurs et travailleuses gagnant 8 dollars l'heure ou moins et qui n'ont probablement reçu aucune augmentation de salaire (à moins que l'Etat démocrate dans lequel ils vivent ait augmenté son salaire minimum au-dessus du minimum fédéral qui est encore de seulement 7,2 dollars l'heure).

- Pour résumer, l'accumulation de données provenant de diverses sources indépendantes de recherche et d'enquête respectées – y compris des sociétés de recherche commerciale comme Bankrate, ADP Employment Report et autres – fournit des preuves de plus en plus nombreuses que l'estimation officielle du gouvernement américain d'une augmentation salariale de 3,1% est une déformation grossière de la réalité que la presse grand public est plus qu'heureuse de propager afin de maintenir le mythe selon lequel l'économie américaine se porte bien pour tout le monde. Il en va de même pour les données officielles sur les emplois qui reflètent de manière inexacte ce qui se passe avec les différents types d'emplois précarisés où l'absence d'augmentation de salaire est prédominante.

- Et lorsque la prochaine récession frappera de plein fouet, les données sur les salaires et les emplois seront sans doute encore pires. Alors, même les occultations officielles ne pourront pas le cacher.

La majorité du public états-unien sait par expérience que les données économiques officielles du gouvernement, claironnées quotidiennement dans la presse et par les politiciens, ne reflètent pas leur expérience réelle. Ils savent que ce n'est pas «la plus grande économie de l'histoire des Etats-Unis» (tweet de Trump). Même le président du comité exécutif de l'US Chamber of Commerce, Thomas J. Wilson, a admis dans le *Wall Street Journal* le 13 décembre 2019: «Nous nous trouvons dans un endroit où la vie des gens n'a pas été améliorée.» Puis il a ajouté: «Une bonne partie du public a perdu confiance dans le système capitaliste.» Bien vu, Monsieur Wilson! (Article publié sur le site *Counterpunch* en date du 27 décembre 2019; traduction rédaction *A l'Encontre*)